

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



DISTR.  
GENERALE  
E/CN.4/SR.182  
17 mai 1950  
FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT QUATRE-VINGT-DEUXIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,  
le lundi 8 mai 1950, à 15 heures.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme.
- Article 7 (E/1371, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11,  
E/CN.4/359, E/CN.4/365, E/CN.4/372, E/CN.4/389,  
E/CN.4/468, E/CN.4/471, E/CN.4/472) (suite).

PRESENTS

<u>Président :</u>	M. CHANG	Chine
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. SORESENSEN	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. THEODOROPoulos	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. SIMSARIAN	Etats-Unis d'Amérique
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentants d'institutions spécialisées :

M. EVANS	Organisation internationale du Travail (OIT)
M. ARNALDO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
M. KAUL	Organisation mondiale de la santé (OMS)

Représentants d'organisations non gouvernementales :

<u>Catégorie A :</u>	Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
<u>Catégorie B :</u>	Mme ALETA	Union catholique internationale de service social
	Mme NOLDE	Commission des Eglises pour les affaires internationales
	M. HALPERIN	Commission de coordination d'orga- nisations juives
	Mlle ROBB	Fédération internationale des femmes diplômées des universités
	M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
	M. HERLING	
	Mme SCHAEFER	Union internationale des ligues féminines catholiques
	M. PERIZWEIG	Congrès juif mondial

Secrétariat :

M. SCHWEIB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. DAS	Secrétaire de la Commission

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME : ARTICLE 7 (E/1371, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/359, E/CN.4/365, E/CN.4/372, E/CN.4/389, E/CN.4/468, E/CN.4/471, E/CN.4/472) (suite)

1. Le PRESIDENT invite la Commission à poursuivre la discussion du projet d'article 7. Il appelle en particulier l'attention des membres sur les communications présentées au sujet de cet article par l'Organisation mondiale de la santé (E/CN.4/359, E/CN.4/389).

2. Mme MEHTA (Inde) pense que la Commission devrait accepter l'avis de l'Organisation mondiale de la santé concluant à la suppression de l'article 7, étant donné que son contenu est inclus dans l'article 6.

3. Mlle HOWIE (Royaume-Uni) appuie la suggestion de la délégation de l'Inde, d'abord parce que le sujet est trop complexe pour être condensé dans un bref article, et ensuite parce que le droit fondamental en question est entièrement traité dans l'article 6.

4. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) appuie également la proposition de l'Inde. Comme l'a fait remarquer l'Organisation mondiale de la santé, il est difficile de présenter un article qui interdise les interventions ou expériences médicales abusives et qui, en même temps, ne soit pas incompatible avec certains besoins légitimes d'ordre médical et social. En outre, l'article 6 a une portée assez vaste pour atteindre le but que la Commission se propose.

5. M. RAMADAN (Egypte) appuie également la suppression de l'article 7, pour les raisons déjà mentionnées par la représentante de l'Inde.

6. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) estime que l'article 7 est d'une grande utilité. Le pacte doit contenir cet article afin d'interdire expressément la perpétration de crimes semblables à ceux que les nazis ont commis en Allemagne, au nom de l'expérimentation scientifique. L'article 6 n'est pas suffisant, parce qu'il ne prévoit ces cas que par implication : aussi l'article 7 doit-il être maintenu.

7. Il importe de distinguer entre la médecine curative et les expériences médicales abusives. L'article 7 n'a pas pour but d'empêcher les médecins et les chirurgiens d'exercer leur profession pour le bien de leurs malades, mais plutôt d'interdire les mutilations et les expériences inutiles.

8. M. KAUL (Organisation mondiale de la santé) déclare que l'organisation qu'il représente, après avoir consulté l'Association médicale mondiale et le Conseil international des infirmières, a conclu que l'article 7 était inutile. L'OMS juge que l'article 6 englobe bien le cas en question; c'est pourquoi, étant donné les difficultés que soulèverait la rédaction d'un texte adéquat, l'article 7 doit être supprimé.

9. L'Association médicale mondiale et le Conseil international des infirmières ont respectivement soumis des projets concernant l'article 7; ni l'un ni l'autre de ces textes n'est satisfaisant. Le projet initial ne l'est pas davantage, car il peut être interprété comme prohibant des mesures, telles que la vaccination, lorsque le sujet s'y refuse, ou des entreprises telles que les expériences médicales tentées sur les aliénés et les tests de résistance à haute altitude. C'est pour toutes ces raisons que l'OMS a recommandé que l'article 7 ne soit pas inclus dans le pacte.

10. M. CASSIN (France) rappelle que sa délégation a coopéré à la rédaction du texte initial de l'article 7, qui essaie de concilier les intérêts <sup>de la société,</sup> légitimes/ des malades et le droit de tout être humain à disposer de sa propre personne.

11. L'opinion de l'OMS à l'égard de l'article 7 semble dictée par le fait que cette organisation n'a pas réussi à rédiger un texte susceptible de la satisfaire elle-même en même temps que l'Association médicale mondiale et le Conseil international des infirmières. M. Cassin regrette de constater que l'OMS n'ait pas pu arriver à une conclusion plus positive, mais il estime qu'en dépit des difficultés, la Commission ne doit pas renoncer à tenter de trouver une solution.

12. Passant à la notion de consentement contenue dans l'article, M. Cassin fait ressortir que dans de nombreux pays un individu ne peut conclure de contrat portant sur son propre corps; en effet, ce contrat ne serait pas valable même si l'intéressé l'avait signé de son plein gré.

13. M. Cassin fait entièrement sienne l'opinion du représentant de la Yougoslavie, selon laquelle les expériences tentées sur des individus en bonne santé, comme celles auxquelles se sont livrés les nazis, doivent être prohibées. M. Cassin cite le cas d'une femme polonaise en bonne santé qui, en compagnie de beaucoup d'autres, fut soumise à des expériences à la suite desquelles sa condition physique s'est trouvée gravement altérée. En l'état actuel du droit international, nul ne peut être appelé à répondre de tels actes. Il faudrait donc que la loi fournisse une protection adéquate contre de tels abus et définisse clairement les responsabilités aussi bien que le droit de la victime à une indemnité,

sk.

14. La délégation française estime donc que l'article 7 est nécessaire. Elle pourrait accepter de supprimer cet article si la Commission déclarait formellement que son contenu rentre dans le cadre de l'article 6; une telle déclaration en effet, constituerait un progrès important. Si, au contraire, ce point n'est pas précisé, la délégation française soulèvera à nouveau la question à une date ultérieure, car, à son avis, il ne faut pas que l'opinion mondiale puisse, en aucune façon, interpréter la suppression de l'article 7 comme une validation juridique et morale des crimes commis durant la deuxième guerre mondiale.

15. M. MALIK (Liban) s'associe aux représentants de la France et de la Yougoslavie pour reconnaître l'importance de l'article 7.

16. La communication de l'OMS s'est révélée très utile car elle a précisé les considérables difficultés que soulève la rédaction d'un texte satisfaisant. Toutefois, la suppression de l'article 7 constituerait une solution trop facile du problème. M. Malik comprend le point de vue de l'OMS, mais il garde présents à l'esprit les crimes atroces qui ont été commis durant la dernière guerre et il estime qu'il serait préférable de dire expressément que nul ne peut être soumis contre son gré à une mutilation physique ou à une expérience médicale ou scientifique inhumaine de quelque nature qu'elle soit et de laisser au solide bon sens des savants le soin de décider dans quel cas une expérience serait justifiée. Il ne faudrait laisser à aucun des mouvements contraires aux principes de l'humanité, qui pourraient se former dans l'avenir, la faculté d'obéir impunément à ses mauvais instincts.

17. Il n'y a, à la Commission, aucune divergence d'opinion sur le principe en question. Il s'agit uniquement de déterminer si l'article 6 s'étend bien à tout le contenu de l'article 7. Il est vrai que, d'une façon générale, les mots "traitements dégradants", qui figurent dans l'article 6, englobent les cas prévus par l'article 7. Toutefois, M. Malik craint qu'une généralisation de ce genre ne soit insuffisante pour prévenir les abus et n'ouvre peut-être, au contraire, une échappatoire aux fanatiques qui pourraient prétendre n'avoir pas violé le pacte en alléguant que les actes incriminés ne sont pas dégradants.

18. Le représentant du Liban est d'avis qu'il serait préférable d'insérer dans le pacte une large déclaration de principe, même si elle devait donner lieu à certaines difficultés d'interprétation, plutôt que de compter sur le texte imprécis de l'article 6 pour garantir comme il convient le droit fondamental qui est en cause.

19. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) indique que son Gouvernement attache une importance essentielle à cette question et ne s'est résolu à recommander la suppression de l'article 7 qu'après avoir consulté bon nombre de ses <sup>plus</sup> éminents experts médicaux. En présence des objections soulevées par l'OMS, l'Association médicale mondiale et le Conseil international des infirmières, le représentant des Etats-Unis ne pense pas qu'il soit prudent d'adopter cet article. Le Pacte ne devrait pas contenir de disposition pouvant porter atteinte aux besoins légitimes d'ordre médical et social.

20. Après avoir étudié le texte initial et les projets présentés par l'Association médicale mondiale et le Conseil international des infirmières, l'OMS n'a pas été en mesure de formuler une proposition satisfaisante. D'autres suggestions ont été faites par le groupe de rédaction de l'OMS, mais elles n'ont été transmises qu'à titre de simples avis.

21. M. Simsarian reconnaît que la Commission est unanime à vouloir éliminer les atrocités du genre de celles qui furent commises par les nazis, mais la question relève normalement des organisations médicales et la délégation des Etats-Unis juge préférable d'agir avec prudence en prenant en considération les recommandations de leurs experts. Il serait donc peut-être préférable de différer l'élaboration d'une disposition de ce genre et de supprimer l'article 7 dans le Pacte.

22. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) est certaine que l'expression "traitements cruels, inhumains ou dégradants", qui figure dans l'article 6, vise d'une manière suffisante le genre d'expériences que la Commission a en vue.

23. Elle ajoute qu'on ne devrait pas oublier que le pacte ne sera accepté que par les honnêtes gens qui ont le respect des êtres humains et qu'il sera interprété par leurs législations.

24. Le PRESIDENT demande à la Commission si elle veut préciser dans une déclaration qu'à son avis, les atrocités que mentionne l'article 7 sont expressément et catégoriquement visées par l'article 6.

25. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) ne peut admettre que le projet de Pacte soit uniquement destiné aux honnêtes gens. S'il en était ainsi, l'élaboration d'un projet de pacte ne serait nullement nécessaire.

26. On a prétendu que l'article 6 englobe en substance l'article 7. Dans ce cas, les objections de caractère scientifique qu'on a soulevées à propos de l'article 7 paraissent s'appliquer dans la même mesure à l'article 6. Les membres de la Commission qui ont présent à l'esprit l'exemple concret des atrocités passées ne peuvent, pour régler cette question, s'arrêter à la solution trop désinvolte qui consisterait à n'y faire simplement aucune allusion dans le pacte. M. Jevremovic partage, à cet égard, la manière de voir des représentants de la France et du Liban.

27. M. MENDEZ (Philippines) estime, quant au fond, lui aussi, que l'objet de l'article 7 n'est pas le même que celui de l'article 6. Implicitement ou explicitement, c'est surtout en tant que peines que l'article 6 mentionne les traitements cruels, inhumains et dégradants; tel n'est pas le cas de l'article 7 qui ne traite pas de cet aspect de la question. Si le projet de pacte n'était réellement destiné qu'aux honnêtes gens, l'article 6 suffirait. Mais, d'autre part, les honnêtes gens ne donneront pas à l'article 7 une interprétation erronée, comme certains représentants semblent le craindre. La suppression de l'article 7, si elle était décidée, devrait être interprétée comme résultant d'une décision motivée par le fait que cet article pourrait porter atteinte au progrès de la science et non d'une décision fondée sur la supposition que l'article 7 est, en substance, englobé dans l'article 6.

28. Mme MEHTA (Inde) persiste à croire que l'article 7 est englobé, quant au fond, dans l'article 6. Une mutilation physique infligée contre le gré de la personne intéressée constitue certainement un traitement cruel, inhumain ou dégradant. Les expériences scientifiques effectuées sur les êtres humains seraient interdites à moins qu'elles n'aient pour but le progrès de la science et le bien-être de l'humanité. Quant aux expériences des nazis qu'on a mentionnées, elles constituent une forme de châtiment et seraient donc rendues illégales aux termes de l'article 6.

29. Mme Mehta estime que l'on pourrait donner satisfaction au représentant de la France qui a demandé des garanties sur ce point, en faisant une déclaration s'inspirant de la proposition du Président.

30. M. MALIK (Liban) conteste la déclaration de la représentante du Royaume-Uni selon laquelle le texte du projet de pacte serait destiné aux honnêtes gens. Il est facile de montrer que, du point de vue de la forme, cette déclaration n'est pas fondée, puisque aucune disposition n'a été introduite à cet effet, ni dans le mandat de la Commission, ni dans les instructions émanant de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social; d'autre part, la Commission des droits de l'homme elle-même n'a jamais pris de décision formelle interprétant dans ce sens la tâche qui lui est dévolue.
31. M. Malik estime que cette déclaration est également inacceptable quant au fond. On ne rédige pas des pactes internationaux parce qu'ils seront ou ne seront pas signés par les honnêtes gens. En fait, les honnêtes gens ont parfois, eux aussi, des penchants malhonnêtes. On devrait les inciter à signer ce pacte alors qu'ils sont dans une période d'intentions honnêtes, afin de prévenir des actes malhonnêtes dans l'avenir. Le projet de pacte contribue à mobiliser l'opinion publique mondiale et, grâce au système de mise en oeuvre nécessaire, il réussira, tout au moins, à couvrir de honte ceux qui violent les droits de l'homme aux yeux du monde tout entier.
32. En raison de ces considérations, M. Malik se permet d'élever des objections à l'égard de la déclaration de la représentante du Royaume-Uni, tant en ce qui concerne la forme qu'en ce qui concerne le fond.
33. Il aimerait voir mise par écrit la déclaration du Président concernant la manière de voir de la Commission sur le fond de l'article 7. Cela permettrait peut-être de donner à cette déclaration un caractère plus obligatoire et plus précis. M. Malik admettrait une action formelle de la Commission dans ce sens si l'on arrivait à mettre au point un texte sans équivoque.
34. M. VALENZUELA (Chili) considère que l'on peut tirer plusieurs conclusions de la discussion actuelle. Tout d'abord, il est évident que tous les représentants<sup>présents</sup> sont d'accord pour penser qu'il faut appuyer l'idée qui fait l'objet de l'article 7. M. Valenzuela veut encore espérer que l'on pourra élaborer un texte acceptable pour tous.
35. L'article en cause touche à deux matières différentes, à savoir : les droits de l'homme - qu'il importe de protéger - et les progrès de la médecine, qu'il faut se garder d'entraver. Il est parfois fort difficile de concilier les exigences du progrès scientifique avec celles de la jurisprudence ; les débats de la Commission sur la notion de race l'ont clairement démontré. Le problème



actuel est encore plus ardu. En écoutant l'exposé du Directeur général de l'OMS, M. Valenzuela n'a pas bien compris quelles étaient au juste les objections précises que les savants opposent à l'article 7. Il pense, comme le représentant du Liban, qu'il s'agit d'une question si délicate et si importante qu'il vaudrait mieux risquer de donner l'impression, non pas d'entraver à proprement parler la marche du progrès scientifique, mais d'imposer certaines limites à l'expérimentation scientifique sur des êtres humains, que risquer d'ouvrir la voie à des abus.

36. M. Valenzuela tient à illustrer de quelques exemples la grande importance de l'article 7. Il est fréquemment arrivé qu'une personne se trouvant dans la gêne se soit offerte à la mutilation en vue de se procurer l'argent nécessaire pour faire face à ses difficultés financières. On peut citer également les lois sociales prévoyant l'indemnisation des travailleurs mutilés au cours de leur travail : on a constaté plus d'une fois que des ouvriers se sont délibérément infligés à eux-mêmes des mutilations afin de s'assurer le bénéfice des indemnités pécuniaires prescrites par la loi. Il importe de prévoir dans le projet de pacte des dispositions défendant l'homme contre lui-même, afin d'éviter le retour de pareils abus. Il ne faut pas tolérer que les droits légitimes de l'homme englobent le droit de se mutiler soi-même ou de se faire mutiler par d'autres en vue de s'assurer un avantage pécuniaire. C'est pourquoi M. Valenzuela propose de supprimer, dans l'article 7, les mots "contre son gré".

37. Avec cette réserve, et se rendant compte du fait que tous les textes parmi lesquels la Commission est invitée à choisir, y compris l'article 7, présentent certaines imperfections, M. Valenzuela appuie l'article 7 et estime que la question qui en fait l'objet n'est pas résolue par l'article 6.

38. M. WHITLAM (Australie) avait, au début, trouvé l'article 7 satisfaisant. Après avoir suivi avec la plus grande attention les arguments avancés au cours de la séance actuelle pour et contre cet article, il conclut qu'il y a beaucoup à dire en faveur de l'un et l'autre points de vue. M. Whitlam aurait admis que l'on supprimât l'article, si l'accord avait été unanime sur ce point. Il y aurait évidemment intérêt à ce que l'article 6 englobât déjà le fond de l'article 7; toutefois, M. Whitlam ne croit pas que tel soit le cas; par ailleurs, la déclaration dont le Président a donné lecture à propos de la suggestion du représentant de la France ne l'a pas convaincu. Au cours de ces dernières années, des expériences médicales ont été faites sur des personnes non consentantes;

or, on ne saurait dire, quelque criminelles que ces expériences aient été, qu'elles rentrent toutes dans la catégorie des traitements cruels, inhumains ou dégradants dont il est question à l'article 6. On ne peut, par conséquent, prétendre que l'article 6 englobe la question qui fait l'objet de l'article 7; M. Whitlam ne saurait donc consentir à la suppression de cet article pour ce motif.

39. Les partisans du maintien de l'article 7 ont présenté des arguments très sérieux. Cet article serait superflu, si la situation mondiale était caractérisée, à l'heure actuelle, par un ordre social stable et un équilibre général. En fait, on peut poser en axiome que l'on ne saurait parler d'un ordre existant, dans un monde où le genre d'activité proscrit par l'article 7 serait permis par la loi : dans une société de ce genre, l'ordre se serait effondré ou serait, en tous cas, sur le point de s'effondrer. De toute évidence, il faut instituer des garanties formelles. L'ordre social est fréquemment l'objet d'attaques, souvent effectuées sous le couvert de la légalité. L'institution de règles aiderait la société à faire face à ces attaques, et il est du devoir de la Commission d'aider la société à atteindre ce but. Un article du genre de l'article 7 mérite d'être appuyé et doit être englobé dans le projet de pacte. Toutefois, sous sa forme actuelle, l'article 7 n'est pas satisfaisant; le bien-fondé des arguments invoqués contre ce texte a impressionné M. Whitlam.

40. Ainsi, l'analyse de l'article en question fait ressortir l'alternative suivante : il faudrait, ou supprimer l'article 7, ou le conserver en dépit des imperfections qu'on lui reconnaît. Cependant, il existe une troisième solution possible. La représentante des Etats-Unis a envisagé la possibilité d'un ajournement. M. Whitlam ne saurait admettre un ajournement sine die; par contre, il accepterait que l'examen de l'article 7 fût ajourné pour une période déterminée, par exemple, jusqu'à la prochaine session de la Commission des droits de l'homme. Si cette idée n'est pas favorablement accueillie, M. Whitlam appuiera pour le moment l'article 7, dans l'espoir que la Commission pourra en reprendre l'examen avant la fin de sa session actuelle. Il se rend compte du fait que l'attitude de sa délégation manque quelque peu de netteté; toutefois, il semble qu'étant donné les circonstances, elle ne puisse en adopter d'autre.

41. Le **PRESIDENT** tient à préciser qu'en proposant un texte par lequel la Commission se déclarerait convaincue que la question qui fait l'objet de l'article 7 est englobée dans l'article 6, il ne fait que donner suite à la suggestion du représentant de la France. Il ne peut donc pas se réserver le mérite de cette proposition.
42. Le représentant du Liban a proposé à la Commission de proclamer formellement et catégoriquement que l'article 6 a pour objet de reprendre le fond de l'article 7, si elle décide de supprimer ce dernier article. Le Président présume que le représentant du Liban pensait à l'adoption par la Commission d'une résolution dans ce sens. Dans ce cas, il demandera au représentant du Liban de soumettre à la Commission un texte approprié.
43. M. **SIMSARIAN** (Etats-Unis d'Amérique) regrette qu'une grande partie de la discussion ait malheureusement tourné autour de considérations abstraites relatives au bien et au mal dans le monde. Naturellement, tous les membres de la Commission sont en faveur du bien, et, par conséquent, en faveur des idées qu'exprime l'article 7. Toutefois, cette manière d'aborder la question laisse sans solution le problème véritable, qui est de nature technique et qui consiste à trouver un texte qui tienne compte des sérieuses objections de l'OMS.
44. Les autorités médicales ont déclaré sans équivoque que le texte actuel de l'article 7 est nettement insuffisant et susceptible d'entraver le progrès de la médecine. M. Simsarian attire l'attention de la Commission sur le document E/CN.4/389. L'association médicale mondiale a déclaré qu'on pourrait, dans certains cas, considérer l'ablation d'une tumeur comme une mutilation au sens de l'article 7, même si elle était nettement indiquée pour sauver la vie du malade. Le Conseil international des infirmières a déclaré qu'on pourrait interpréter l'article 7 comme interdisant la vaccination contre la peste, le choléra et les autres maladies épidémiques sans le libre consentement des intéressés. La même organisation a fait observer qu'il serait difficile, sur la base de l'article 7, de prendre les mesures nécessaires contre les individus dangereux, auteurs de délits sexuels graves.
45. Ces exemples prouvent qu'il faut tenir compte non seulement de l'individu, mais aussi de la sécurité de la société. Le problème consiste à trouver un texte approprié qui tienne compte de ces deux considérations. Ce problème doit être étudié, et il le sera. En raison des problèmes qu'ont mentionnés les autorités

médicales, la Commission ne saurait, pour le moment, adopter l'article 7 dans la forme actuelle.

46. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare que sa délégation a présenté son amendement (E/CN.4/372) parce qu'elle redoute, comme la délégation du Chili, qu'une personne placée dans une situation financière difficile ne laisse procéder sur son corps à des mutilations effectuées à titre d'expérience. Les cas mentionnés par le représentant du Chili ne sont pas très rares. Ils prouvent qu'il est important de maintenir l'article 7, en lui ajoutant le paragraphe qu'a proposé la délégation yougoslave. Ce paragraphe spécifie que même lorsque l'intéressé consent à ces expériences, on ne peut y procéder qu'avec l'approbation du collège d'une haute institution médicale désignée par la loi, telle qu'une faculté, un institut ou un conseil médical supérieur.

47. M. Jevremovic rappelle que lorsqu'il a présenté pour la première fois l'amendement yougoslave, il a mentionné le cas d'un jeune homme pauvre qui avait vendu son corps pour de l'argent et avait été mutilé pour la vie. L'affaire a été finalement portée devant les tribunaux, et le médecin qui avait procédé à la mutilation en question a tenté de se défendre en déclarant que cette expérience servait les intérêts de la science, alors que le véritable motif de cette malheureuse transaction avait été le désir de gagner de l'argent.

48. Le représentant de la Yougoslavie répond au représentant des Etats-Unis que l'article 7 ne concerne pas l'exercice de la médecine curative et qu'il n'empêcherait pas l'ablation d'un cancer, la vaccination en masse ou la lutte contre les individus dangereux, auteurs de délits sexuels. L'article 7 a pour objet d'empêcher que des expériences cruelles, en tant qu'elles se distinguent des opérations thérapeutiques, soient effectuées sur des êtres humains à des fins douteuses. Les objections du représentant des Etats-Unis ne sont donc pas fondées.

49. M. SORENSEN (Danemark) fait remarquer que l'amendement chilien soulève une nouvelle question. La Commission s'est jusqu'à présent occupée de protéger l'individu contre l'action de l'Etat, mais non pas contre les actions dues à son initiative. Une telle question demande à être examinée de façon beaucoup plus approfondie. M. Sorensen convient que des contrats tels que ceux auxquels le représentant du Chili a fait allusion ne peuvent pas être considérés comme des contrats réguliers ou qui soient de nature à lier les parties; mais

empêcher un médecin d'intervenir à la demande expresse d'un individu, serait aller trop loin. M. Sorensen se déclare donc opposé à l'amendement chilien. 50. Il lui est par contre possible d'accepter l'amendement yougoslave. Il est évidemment souhaitable que l'opération soit véritablement nécessaire; l'amendement yougoslave prévoit les garanties indispensables.

51. L'article 7 soulève, sous sa forme la plus aiguë peut-être, un problème qui s'est souvent posé au sujet d'autres articles du projet de pacte, à savoir la question de trouver le juste milieu entre les intérêts légitimes de la société et ceux de l'individu. On a parlé des intérêts légitimes de la science médicale et de la protection de la société. Ces allusions rappellent les observations présentées par les Gouvernements danois (E/CN.4/365) et norvégien (E/CN.4/353/Add.11) et se retrouvent dans celles qu'a formulées le Conseil international des infirmières (E/CN.4/389). Le Gouvernement danois est revenu, dans une certaine mesure, sur les opinions qu'il avait exprimées et qui figurent dans le document E/CN.4/365, aux pages 29 et 30; il est prêt à amender sa législation en la matière à certains égards, mais non pas en ce qui concerne la stérilisation ou la castration des simples d'esprit sans le consentement des intéressés. De nombreuses années d'expérience ont appris aux experts danois qu'il n'est pas toujours nécessaire, dans l'intérêt de la collectivité, d'isoler les simples d'esprit dans des institutions spéciales; on peut les autoriser à vivre en liberté à la condition d'avoir subi l'opération de la stérilisation ou de la castration. Ce serait prendre une mesure rétrograde que d'amender cette législation. M. Sorenson reconnaît qu'il s'agit là d'une question d'appréciation morale. En de nombreux pays, la législation diffère à cet égard; le Gouvernement danois ne tient nullement à imposer ses vues personnelles aux autres gouvernements; il voudrait simplement continuer à appliquer un système dont la valeur a été pleinement démontrée au Danemark.

52. La rédaction initiale de l'article 7 n'est donc pas satisfaisante; si elle était maintenue, le Gouvernement danois ne pourrait signer le pacte que s'il lui était permis de formuler des réserves particulières en ce qui concerne cet article. Supprimer l'article serait peut-être un moyen de résoudre la difficulté, à condition qu'il soit entendu que l'article 6 englobe, comme le représentant de la France et le Président l'ont suggéré, toute la substance de l'article 7. Toutefois, si la Commission estime que l'article 7 doit être maintenu,

M. Sorenson propose d'en remplacer le texte actuel par celui dont le Conseil international des infirmières suggère l'adoption (E/CN.4/389). Ce texte trouve son origine dans une proposition présentée par la délégation française. L'Organisation mondiale de la santé n'a pas bien expliqué pourquoi elle ne le trouvait pas satisfaisant. De l'avis du représentant du Danemark, ce texte répond aux exigences légitimes de la science médicale et satisfait aux objections qui pourraient être élevées du point de vue moral.

53. M. CASSIN (France) fait remarquer que le débat a nettement montré que le texte initial de l'article 7 n'était pas satisfaisant. Les critiques formulées par le représentant des Etats-Unis ont nettement fait apparaître que la portée de cet article était par trop vaste. Le texte qu'a suggéré le Conseil international des infirmières et dont le représentant du Danemark préconise l'adoption n'est toutefois pas plus satisfaisant; en effet, il place sur le même pied une mutilation physique et une expérience médicale. La question passe alors sur le plan moral. Si la mutilation est le fait d'un acte de sadisme, elle doit être proscrite; l'article 6 y pourvoit. L'article 6 doit donc être considéré comme le pivot autour duquel tourne toute la question. Sous sa forme actuelle, l'article 6 est insuffisant; il faudrait le compléter en adoptant un nouveau paragraphe (E/CN.4/471) donnant un exemple caractéristique de traitement dégradant. On donnerait ainsi satisfaction aux demandes de l'Organisation mondiale de la santé, tout en s'opposant aux agissements des médecins qui considèrent les êtres humains comme des cobayes.

54. M. MENDEZ (Philippines) déclare que le principal inconvénient du texte de l'article 7 est de comprendre à la fois la notion de pratique criminelle et l'idée d'expérience scientifique. Si l'on ajoute à l'article 6 les mots "notamment des expériences scientifiques criminelles" (E/CN.4/472), on pourrait remettre à plus tard l'examen de l'aspect médical de la question et supprimer l'article 7.

55. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) ne contestera pas d'une manière détaillée le bien-fondé de l'opinion que le représentant du Liban a formulée à l'égard des objets du pacté; toutefois, s'il est impossible de compter sur la bonne foi des intéressés pour appliquer les dispositions de l'article 6, il est encore plus impossible de le faire au sujet de l'article 7, et, partant, d'énumérer toutes les exceptions à cet article qui s'imposent.

56. De plus, bien qu'on puisse concevoir des personnes assez dégénérées pour permettre des expériences non conformes aux droits de l'homme, de tels dégénérés ne constituent pas le seul danger. Certaines personnes peuvent devenir obsédées par les expériences scientifiques, au point de mépriser complètement la vie humaine. A cet égard, on pourrait demander officiellement à l'Organisation mondiale de la santé ou à quelque autre organe approprié de procéder à une étude des limites raisonnables qu'il convient de fixer aux expériences scientifiques effectuées sur les êtres humains. La Commission des droits de l'homme elle-même ne peut faire plus qu'étudier les aspects moraux de la question.

57. M. VALENZUELA (Chili) précise que son amendement a simplement pour objet de supprimer de l'article l'aspect médical de la question, qui est absolument déplacé dans le projet de pacte. L'aspect juridique de la question est le seul dont la Commission puisse valablement traiter. Par contre, il ne serait pas souhaitable que la Commission éliminât toute mention des expériences effectuées sur les êtres humains; c'est là une question à laquelle l'opinion publique s'intéresse vivement. L'amendement chilien est très proche de celui du représentant de la France; mais M. Valenzuela a omis le mot "médicale", parce que la pratique médicale normale ne concerne pas la Commission.

58. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) appuie les propositions du Danemark et de la France, mais ne retirera pas la sienne. La phrase qu'il propose d'ajouter est nécessaire pour empêcher des abus dans le cas de personnes si pauvres qu'elles concluent des contrats immoraux.

59. M. CASSIN (France) n'a pas mentionné dans son amendement les mutilations physiques, parce qu'on aurait pu interpréter ces mots comme comprenant la chirurgie esthétique, à l'égard de laquelle la législation se montre de plus en plus libérale. L'amendement français n'est pas incompatible avec l'amendement yougoslave; mais on pourrait avantageusement restreindre la portée de ce dernier en précisant non seulement qu'une expérience effectuée avec le consentement de l'intéressé doit être approuvée par l'autorité compétente, mais aussi qu'il doit s'agir d'une expérience comportant des risques, car le risque est la principale considération en cause.

60. M. MALIK (Liban), qui présume qu'on mettra d'abord aux voix la proposition de suppression de l'article 7, invite la Commission à se souvenir que

les nouveaux textes soumis ont tellement amélioré la situation qu'il conviendrait de les examiner de manière approfondie avant de mettre aux voix la suppression de l'article. Il est lui-même disposé à voter aussi bien pour l'amendement danois que pour l'amendement français.

61. Le PRESIDENT assure au représentant du Liban qu'on accordera tout le temps nécessaire à l'examen des nouveaux textes.

62. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) déconseille une discussion prolongée. La Commission approche de la fin de sa session et il lui reste beaucoup à faire. La Commission doit se fixer un but précis à atteindre avant le 20 mai 1950.

63. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) maintient sa proposition visant à la suppression de l'article et rappelle que la suppression d'un texte est en général mise aux voix en premier.

64. M. ORIBE (Uruguay) estime, comme la représentante du Royaume-Uni, qu'il faut faire preuve de diligence. La suppression de l'article 7 doit être mise aux voix immédiatement; si cette proposition est adoptée, il sera inutile de prolonger la discussion.

65. M. MENDEZ (Philippines) ne voit aucun inconvénient à ce que l'on supprime l'article 7, à condition que l'on adopte son amendement à l'article 6.

66. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) s'élève contre la proposition des Etats-Unis tendant à supprimer l'article; en effet, cette proposition est incompatible avec les amendements de la France et des Philippines. De plus, la Commission ne peut voter sur des propositions que ses membres n'ont pas encore eu la possibilité d'étudier. C'est ainsi que le représentant de l'Australie a déclaré qu'il voterait pour un texte amélioré de cet article. Le vote sur la proposition de suppression ne doit donc avoir lieu qu'après la mise aux voix des nouveaux textes.

67. M. CASSIN (France) propose formellement de lever la séance, car le groupe de travail chargé d'établir le texte des mesures de mise en oeuvre voudrait achever son travail.

La séance est levée à 17 heures 30.